

Pierre GENEVIER  
18 rue des Canadiens, APT 227  
86000 Poitiers  
Tél.: 06 22 72 96 69; Courriel: [pierre.genevier@laposte.net](mailto:pierre.genevier@laposte.net)

M. François Hollande, M. Jean-Marc Ayrault, Mesdames et Messieurs les Députés et Sénateurs Français  
M. Barack Obama, M. John Kerry, Mesdames et Messieurs les Sénateurs et Représentants Américains

Poitiers, le 13 septembre 2013

Copie : Mme Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO  
M. Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU  
Mesdames et Messieurs les Chefs d'États et de Gouvernements des pays membres de l'ONU.

Objet: Ma lettre récente envoyée à MM. Hollande, Ayrault... ([PJ no 1](#)) concernant, entre autres, le récent rapport du groupe de personnalités de haut niveau sur les objectifs de développement pour 2015-2030 ([PJ no 8](#)); le rapport de M. Ban Ki-moon sur l'avancement des MDGs ([PJ no 10](#)); et le conflit en Syrie. [la version pdf de cette lettre est à <http://pgenevier.luporz.com/npdf2/let-holla-obama-3-13-9-13.pdf> ]

Chers Messieurs Hollande, Obama, Ayrault, et Kerry, Chères Mesdames et Chers Messieurs les Députés, Sénateurs et Représentants (français et américains),

Suite à ma lettre envoyée à MM. Hollande, Ayrault, Sapin et Mme Taubira le 28-8-13 ([PJ no 1](#)) concernant, entre autres, le rapport du groupe de personnalités de haut niveau sur les objectifs de développement pour 2015-2030 ([PJ no 8](#)), je me permets de vous écrire (à nouveau pour MM. Hollande et Ayrault) pour faire quelques remarques (1) sur le conflit en Syrie, l'attaque du 21-8-13, et la préparation de l'intervention militaire en Syrie par la France et les USA, (2) sur les objectifs et le programme de développement pour 2015-2030, et (3) sur les propositions que j'ai faites à M. Hollande dans ma récente lettre.

**Le résumé du contenu de ma lettre à M. Hollande et le lien entre les sujets abordés et le conflit en Syrie...**

D'abord, je dois brièvement résumer le contenu de ma lettre à M. Hollande... **et expliquer le lien entre les sujets que j'ai abordés et le conflit en Syrie** et l'actualité récente sur ce sujet. Ma lettre du 28-8-13 ([PJ no 1](#)) souligne (1) **la grande similitude** entre les priorités que j'avais présentées dans ma lettre de candidature au poste de UNSG en 2006 ([PJ no 5](#), [PJ no 6](#)) et les priorités du rapport du groupe de personnalités de haut niveau sur les objectifs de développement entre 2015-2030 ([PJ no 8](#)), et (2) **la pertinence des actions que j'avais proposées dans ces domaines de priorité**. Ensuite, je parle du rapport de M. Ban Ki-moon sur l'état d'avancement des MDGs ([PJ no 10](#)), et du planning qu'il présente pour les 2 ans à venir ; et je rappelle notamment que **nos résultats** dans le domaine de l'éradication de la pauvreté **sont médiocres, à l'exception bien sûr des résultats de la Chine** qui a sorti de la pauvreté extrême, entre 1981 et 2010, la presque totalité des très pauvres qui ont eu la chance de sortir de la pauvreté extrême (680 millions des 723 millions) [l'ONU prévoit qu'il y aura **en 2015 environ 1,3 milliard de personnes** vivant dans l'extrême pauvreté (voir le rapport de M. Ban Ki-moon, [PJ no 10](#), no 70), et il y en avait environ 1,2 milliards en 2000, soit un peu plus de très pauvres en 2015 qu'en 2000, alors que notre objectif était de diviser le nombre des très pauvres par 2]. Enfin, je propose à M. Hollande de demander à l'AGNU **de créer un groupe de travail pour préparer** - entre le 1-10-13 et 1-9-15 - la réalisation des actions spécifiques globales que j'ai proposées lors de mes candidatures au poste d'UNSG pour que l'ONU puisse adopter en septembre 2015 une plate-forme d'actions (projets) spécifiques pour aider les pays à réaliser leurs objectifs, en même temps qu'il adopte les différents objectifs et le programme de développement.

Le rapport du groupe des personnalités de haut niveau donne **seulement des objectifs et cibles précises** à atteindre pour chaque pays et **souligne que 'ces objectifs entraîneront les changements nécessaires au sein des pays'** (voir [PJ no 8](#), p. 16); **mais, les résultats sur les MDGs montrent que les**

objectifs (seulement) n'ont pas été suffisants entre 2000 et 2015 pour atteindre nos buts puisque nous avons échoué dans le domaine de la pauvreté notamment ; et en plus il est évident (1) qu'un pays seul ne peut pas trouver l'alternative au capitalisme de marché ou créer une nouvelle IO pour gérer l'internet [alors que de telles actions sont indispensables pour aider les pays à atteindre leurs objectifs] et (2) que l'on ne peut pas éradiquer la pauvreté extrême sans développer un système d'aide juridique qui soit budgétairement viable et respectueux des droits des pauvres et que seul un (ou un groupe de) pays avancé (s) peut montrer le chemin aux pays pauvres dans ce domaine. Je pense donc que si l'on veut réussir à résoudre nos problèmes globaux et à atteindre nos objectifs entre 2015 et 2030, et particulièrement celui de l'éradication de la pauvreté extrême, nous devons engager plusieurs actions spécifiques dans les domaines de nos priorités [la création d'une nouvelle IO pour administrer l'Internet..., la recherche de l'alternative au capitalisme de marché, le développement et la mise en place d'un nouveau système d'aide juridictionnelle (devant l'ONU) par un pays comme la France (un système qui soit budgétairement viable, efficace, et respectueux des droits fondamentaux des pauvres), l'amélioration de nos systèmes de justice ...] pour aider les différents pays et pour attaquer le problème de la pauvreté sous différents angles [adresser les différentes causes de la pauvreté : les causes systémique, 'psychologique' et religieuse comme je l'écrivais dans ma lettre du 29-11-05 ([PJ no 6](#))]. Et bien sûr si l'on veut faire cela, il faut absolument préparer les actions et/ou projets que je préconise [planifier la réalisation, étudier le coût, trouver le financement, préparer la coordination de l'effort, étudier son impact sur nos objectifs de développement, ...] pour que nous ayons en 2015 toutes les informations nécessaires pour les adopter en même temps que les objectifs.

Quel est le lien entre ces sujets et le conflit en Syrie, l'attaque du 21-8-13 et la préparation d'une intervention militaire contre la Syrie ? L'attaque du 21-8-13 et la préparation d'une intervention militaire par la France et les USA ont fait la première page des journaux depuis quelques semaines maintenant, et la récente proposition Russe, qui n'enlève pas encore le risque d'une intervention militaire, ne va pas changer ce fait qui est très néfaste pour tous **en ce moment**. De plus, il semble que **certains arguments importants** n'ont pas été pris en compte dans les différents débats et/ou prises de positions qui ont déjà eu lieu, à la lecture des articles de presse que j'ai lus et qui couvraient le sujet. J'aimerais donc présenter ces arguments importants pour aider la communauté internationale (y compris la France et les USA), et expliquer pourquoi '*le timing de l'intervention militaire et du déballage médiatique sur l'affaire de l'attaque du 21-8-13*' cause un grave préjudice à la communauté internationale. Le débat public sur l'attaque du 21-8-13 et la possible intervention militaire qui l'intensifie (et le justifie d'une certaine manière) juste avant que les discussions sur les objectifs de développement de 2015 à 2030 n'aient lieu le 25 septembre à l'ONU à New York, sont très néfastes pour tout le monde car ils nous empêchent d'aborder nos problèmes de développement. En effet, les discussions sur les objectifs de développement de 2015 à 2030 le 25 septembre à l'ONU sont (ou devraient être) **l'événement international et national le plus important de septembre 2013** pour tout le monde [bien plus important que le débat sur l'attaque du 21-8-13 et l'intervention militaire éventuelle en Syrie qui pourrait tout aussi bien être reportés après que toutes les enquêtes de l'ONU sur le sujet soient finies], parce que, entre autres, ces discussions concernent l'avenir et les conditions de vie **de plus de 7 milliards personnes**, et pourtant la presse et les médias n'en ont pas du tout (ou presque pas) parlé, et depuis que la France et les USA veulent intervenir militairement en Syrie, les premières pages des journaux ne parlent presque plus que de la possible intervention militaire en Syrie ou des efforts pour l'empêcher !

L'importance de parler publiquement de l'élaboration des objectifs de développement pour 2015-2030 et des actions que nous allons entreprendre pour les atteindre.

Si l'intervention militaire a lieu en septembre et/ou si nous passons septembre à ne parler que de l'intervention militaire en Syrie et/ou des propositions pour essayer de l'éviter, les discussions sur nos objectifs et sur les actions spécifiques globales que nous devons préparer du 1-10-13 au 1-9-15 pour les atteindre **seront ignorées totalement**. Et c'est très grave pour tout le monde car **(a)** il est important **de mobiliser toutes les énergies** sur nos efforts entre 2015 et 2030, et pour cela il faut associer le public dans tous les pays **dès le début des débats**, et si la presse et les médias ne parlent plus que de l'intervention en Syrie et de ses conséquences (qu'il est difficile d'évaluer à ce jour) ou des solutions pour l'empêcher, **rien ne sera dit et entendu** sur nos objectifs de développement et sur les moyens de les atteindre ; **(b)** les objectifs que propose le groupe de personnalités de haut niveau **ne s'appliquent pas** qu'aux pays en développement et en transition comme les MDGs le faisaient, **mais aussi aux pays développés** ('riches') comme la France et les USA, et dans ces pays démocratiques le débat public sur les objectifs ou l'avenir du pays est important et nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie ; il est important aussi que les '*oppositions*' soient associées à l'élaboration des objectifs car sur 15 ans, il est fort probable qu'il y ait une alternance politique

comme cela s'est passé en France et aux USA entre 2000 et 2015; et enfin (c) la discussion à l'ONU sur les objectifs pour 2015-2030 **devrait être le moment pour faire le point sur nos efforts et résultats des 15 dernières années**, le moment pour admettre nos erreurs et nos échecs, et **le moment pour proposer (et puis adopter) des actions spécifiques globales** pour résoudre les problèmes qui mettent en danger la planète (il faut facilement 1 an et demi pour préparer les actions à réaliser), qui ont causé des souffrances aux populations, et qui nous ont empêché d'atteindre nos objectifs entre 2000 et 2015.

**Pour les pays riches comme la France et les USA**, il est par exemple important d'admettre (a) que **l'augmentation des inégalités** dans des proportions **dramatiques** que l'on a connu (particulièrement aux USA) et qui **était due** (i) à une volonté politique évidente durant les 30 dernières années, et (ii) à notre vieux système économique – le capitalisme de marché – qui n'est plus adapté à notre société moderne, qui crée automatiquement des inégalités qui sont de nos jours plus justifiées, et qui (en plus) facilite l'accroissement de ces inégalités dans le contexte de la mondialisation (et pourtant qui est maintenu par les pays riches), **est inacceptable** et une grave erreur (politique et économique) qui a eu des conséquences **très graves** sur nos économies et sur le bien être des gens du monde entier [je fais référence notamment au livre de M. Stiglitz, '*le prix de l'inégalité*' 2012, qui décrit comment le 1% des personnes les plus riches aux USA se sont enrichies au détriment des plus pauvres et des classes moyennes et les conséquences que cet accroissement des inégalités a sur l'ensemble de la société, et au livre de M. Fitoussi, '*le théorème du lampadaire*' 2013, qui pense que l'accroissement des inégalités **est une des causes majeures de la crise des 'subprimes'** qui comme on le sait a causé '*la Grande Récession*', avec en 2009 la plus importante chute du PIB depuis les années 30 et, en partie, les crises de la dette et bancaire qui ont suivi, et causé tant de souffrances pour les populations, et pas seulement en Grèce, voir p. 103 '*Je considère la croissance de inégalités comme l'une des causes réelles majeurs, si ce n'est la cause principale, de la crise financière.*'] ; (b) que le manque d'efforts significatifs dans le domaine de la diminution des émissions de CO2... (à l'exception de quelques pays comme l'Allemagne, le Japon) a aggravé sérieusement la situation de la planète et les possibilités d'améliorer les conditions de vie de milliards de pauvres entre 2000 et 2015 ; et (c) que la baisse de l'aide au développement que les politiciens des pays riches s'étaient engagés à verser (liée sans presque aucun doute aux manques d'efforts dans le domaine de la diminution des émissions de CO2...), a eu des conséquences dramatiques pour les plus pauvres de la planète.

Et bien sûr une fois cela admis, les pays riches doivent expliquer comment ils vont résoudre les problèmes qui nous ont empêché d'atteindre les MDGs, et présenter (a) des objectifs nationaux en faveur des pauvres et moins pauvres [le première objectif du rapport des personnalités de haut niveau est : '*Ia. Bring the number of people living on less than \$1.25 a day to zero and reduce by x% the share of people living below their country's 2015 national poverty line*', et il y a plus de 50 millions de pauvres aux USA et plus de 9 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en France, donc les USA et la France sont concernés par cet objectif, et ils sont aussi concernés par la première partie de l'objectif car ils sont parmi les quelques pays qui peuvent proposer ou supporter **des actions spécifiques globales** qui aideraient tous les pays à atteindre leurs objectifs], et (b) des actions spécifiques globales qui aideront tous les pays à atteindre leurs objectifs. **Pour un pays comme la Syrie**, les discussions sur nos objectifs 2015-2030 sont ou devraient être aussi une chance (a) d'admettre les erreurs commises et (b) de fixer des objectifs pour améliorer les conditions de vie de tous les syriens. Il faut que le gouvernement Syrien **et les rebelles** (CNS) fixent des objectifs **pour tous les syriens** et expliquent comment ils vont faire pour les atteindre. Il est clair qu'ils ont besoin les uns des autres pour atteindre des objectifs honnêtes et dans l'intérêt **de tous les syriens**, et donc qu'ils doivent chercher à atteindre la paix grâce à une solution diplomatique et politique, et non militaire. Le gouvernement Syrien et les rebelles (CNS) doivent aussi expliquer **comment ils vont aider la communauté internationale à sortir 1,3 milliards de personnes de la pauvreté extrême** et à atteindre ses objectifs sur le climat ; et là encore le plus qu'ils peuvent faire dans ce domaine dans l'immédiat, c'est de faire la paix au plus vite, pour éviter des interventions militaires et la destruction du pays qui coûtera encore plus cher à tout le monde, divisera la communauté internationale et nous handicaperà dans nos efforts pour éradiquer la pauvreté extrême.

**L'importance de mettre en avant les efforts que 'nous' devons et allons faire, et de demander au gouvernement Syrien et aux rebelles de décrire les efforts qu'ils prévoient de faire, pour améliorer les conditions de vie des syriens et des milliards de pauvres.**

Ensuite, la question de la pertinence de l'intervention militaire en Syrie crée des **désaccords sérieux et évidents entre les pays à l'ONU** (et même au sein des 5 membres permanents du CS) qui risquent de rendre les discussions à l'ONU du 25 septembre (et après) et celles sur la lutte contre le réchauffement climatique plus difficiles, et

la proposition russe est bien sûr un pas important pour résoudre la crise, mais qui n'arrêtera pas la 'sur-médiatisation' de ce sujet si les chefs de gouvernement (MM. Obama, Hollande,) et les politiciens (sénateurs, députés,) ne font pas un effort spécial pour parler des objectifs de développement après 2015 et des actions que nous devons engager pour avoir une chance de les atteindre en 2030. De plus, si les preuves de la faute du gouvernement syrien qu'ont collectées la France, les USA et l'ONU étaient évidentes et incontestables, il serait important de confronter M. Bachar Al-Assad avant d'engager des frappes militaires et de lui demander de s'expliquer (de donner les raisons de l'utilisation de ces armes, etc.), et si possible d'identifier les responsables au sein du gouvernement s'il prétend ne rien avoir à faire avec cela [un journal allemand avance que M. Al-Assad avait rejeté plusieurs fois les demandes faites par l'armée pour l'utilisation de ces armes chimiques], et éventuellement de proposer des actions correctives pour arriver à la paix au plus vite, donc il n'y a plus vraiment de raisons de maintenir ce sujet en première page des journaux. Enfin, l'objectif de l'intervention militaire en Syrie pour la France est, semble-t-il, de '*punir le gouvernement syrien et de le forcer à entreprendre des négociations de paix*' (négociations que la France pense qu'elles n'auraient sûrement pas lieu s'il n'y avait pas de frappes militaires), mais il y a quelque chose que l'on a pas encore essayé avant de faire cela, et c'est d'expliquer à la Syrie (gouvernement et CNS) que **chaque pays** va devoir faire des efforts importants entre 2015 et 2030 si l'on veut '*éradiquer la pauvreté extrême*' dans le monde et diminuer suffisamment les émissions de CO2 (et autres gazes à effet de serre) pour limiter l'accroissement de la température sous 2 degrés centigrades.

Chaque pays va devoir changer son comportement (plus de '*business-as-usual*' comme le souligne le rapport du SDSN, PJ no 9), et chaque pays va devoir transformer son économie, y compris les pays comme la Syrie qui doivent aussi changer et accorder plus de libertés et de droits à leurs populations [voir les objectifs '10b. Ensure people enjoy freedom of speech, association, peaceful protest and access to independent media and information 1, 3 ; 10c. Increase public participation in political processes and civic engagement at all levels 2,3 ; 11a. Reduce violent deaths per 100,000 by x and eliminate all forms of violence against children 1, 2, 3]. Cela veut dire **aussi**, je pense, que les '*groupes religieux*', y compris les catholiques et les musulmans, vont devoir changer '*leur comportement*' et **repenser leur rôle dans notre société moderne**..., et ne pas imposer des lois religieuses qui datent de plusieurs siècles et sont non conformes à nos standards internationaux, les droits de l'homme, [le djihad et la charia... ne sont pas la solution pour sortir 1,3 milliards de personnes de la pauvreté extrême, et donner la gestion des foyers de sans abris à l'église catholique ou à l'armée du salut non plus, je pense !] Et une façon de 'les' encourager à faire cela est d'expliquer les changements que l'on va entreprendre dans les pays riches (France, USA,), et de décrire les efforts que l'on va faire pour atteindre nos objectifs nationaux **et pour aider les pays pauvres à atteindre leurs objectifs** [je préconise la création d'une nouvelle IO pour administrer l'Internet..., la recherche de l'alternative au capitalisme de marché, le développement et la mise en place d'un nouveau système d'aide juridictionnelle (devant l'ONU) par un pays comme la France (un système qui soit budgétairement viable, efficace, et respectueux des droits fondamentaux des pauvres), l'amélioration de nos systèmes de justice ...].

C'est peut-être naïf de penser que le fait que la France et les USA fassent des efforts importants pour aider la communauté internationale à atteindre ses objectifs entre 2015 et 2030, et qu'ils expliquent publiquement les actions qu'ils veulent entreprendre ou préparer maintenant pour faire cela, **puissent encourager** M. Bachar Al-Assad et les rebelles Syriens (CNS) à faire la paix et à s'engager à faire des efforts significatifs **pour améliorer les conditions de vie de la population syrienne** ; mais si ils ne font rien, maintiennent le débat public sur la Syrie sans parler de nos objectifs 2015-2030..., et/ou commencent les frappes militaires avant que les discussions à l'ONU n'aient lieu le 25-9-13 et sans résolution du Conseil de Sécurité, on pourrait facilement en déduire que le seul objectif des frappes militaires américaines et françaises et/ou du débat sur la Syrie est (1) **d'éviter** que le public dans le monde ne soit informée de l'importance de ces discussions du 25 septembre et ne soit mobilisée pour atteindre les objectifs que l'on va adopter, (2) **d'éviter à la France et aux USA d'avoir à analyser leurs échecs et à faire des efforts pour améliorer les conditions des français et des américains et de milliards de gens dans le monde, pour continuer à donner toujours plus aux riches comme 'nous' l'avons fait entre 2000 et 2015 et même avant** [voir Fitoussi, '*le théorème du lampadaire*', p. 97 : aux USA '*le top 1% a accapré, sur la période 1976-2007, 58% de la croissance générale des revenus, et, sur la période 2002-2007, 65%. Ce pourcentage monte même à 93% pour les années immédiatement après crise (2009-2010)*' ! ; voir aussi le livre de 2012 de M. Stiglitz], et même peut-être (3) **d'empêcher** que nous préparions à temps des actions spécifiques globales pour qu'elles soient adoptées en 2015 pour aider les pays à atteindre leur objectifs comme je leur propose de le faire [si on ne prépare pas maintenant ces actions, nous n'aurons pas les informations nécessaires pour les adopter en 2015, et nous ne trouverons probablement pas d'*accord contraignant* sur le climat qui soit suffisant pour atteindre les objectifs].

Enfin, nous avons encore beaucoup de travail à faire pour qu'un '**accord contraignant**' soit trouvé en 2015 pour lutter contre le réchauffement climatique [et un bon accord est indispensable pour réussir à atteindre nos objectifs de développement], et là encore, étant donné le manque d'efforts significatifs des USA, entre autres, pour diminuer ses émissions de CO<sub>2</sub>, alors qu'ils sont sûrement encore parmi les premiers émetteurs de gazes à effet de serre **par habitant**, on pourrait aussi penser que l'objectif des frappes militaires en Syrie et d'un débat trop long sur la Syrie (pour ne pas discuter de nos objectifs de développement) est de diminuer la responsabilité des USA dans nos échecs à résoudre nos problèmes internationaux (comme la lutte contre le réchauffement climatique et la pauvreté) et de transférer une part de responsabilité importante sur M. Bachar Al-Assad, et ses alliés (la Russie et l'Iran). Sur ce dernier sujet de la pollution de l'atmosphère par les pays riches, les gazes qui ont été mis dans l'atmosphère par les pays développés (en particulier par les USA qui a été champion toute catégorie pendant longtemps) ont (sur plus de 20 ans) indirectement causé la mort de millions de personnes et la dégradation des conditions de vie de milliards d'autres personnes dans les pays pauvres, donc même si il n'y a pas un traité international qui condamne la pollution exagérée de l'atmosphère, il faut prendre en compte cette réalité pour juger la **gravité** de la tragédie du 21-8-13 que je ne cherche pas à minimiser. Plus de 100 000 personnes sont déjà mortes depuis le début du conflit syrien, et une conférence, dite '*Genève-2*', devait avoir lieu en septembre pour essayer de mettre un terme au conflit, donc il faudrait que cette conférence ait lieu (si possible) avant (ou juste après) les discussions du 25-9-1 à l'ONU, et que le sujet des objectifs de développement pour 2015-2030 et de la meilleure façon pour la Syrie d'aider la communauté internationale à atteindre ses objectifs soit abordé et utilisé pour trouver une solution de paix à la crise syrienne, je pense.

#### Commentaires sur l'importance de respecter les 'normes internationales'.

La presse a rapporté les propos suivants de M. Obama : '*... But the question* (la question de l'intervention militaire en Syrie) *is, do these norms* (les normes internationales, ici le traité sur l'utilisation des armes chimiques) *means something ? And if we're not acting, what does it say ?*' ; et bien sûr que les '*normes*' (traités,) internationales veulent dire quelques choses, et qu'il est important qu'elles soient respectées, mais elles doivent être respectées par tout le monde, y compris la France et les USA, et punir le gouvernement syrien alors que la France et les USA ne sont pas 'punis' lorsqu'ils violent les '*normes*' (traités, règles,) *internationales*' ou nationales, n'est pas juste, surtout si c'est fait sans une résolution du Conseil de Sécurité. Les tortures dans les prisons irakiennes par les soldats américains pendant la guerre en Irak [qui a été commencé sur la base d'un mensonge des USA devant le Conseil de Sécurité et qui a tué plus de 100 000 personnes] sont un des nombreux exemples de ces violations de '*normes*' internationales, et il ne fait pas de doute que ces tortures ont été autorisées au plus haut niveau du gouvernement américain, **pourtant personne n'a jamais 'puni' les USA ou le gouvernement américain pour cela** [ou pour la mort de plus de 100 000 personnes en Irak sur un mensonge et sans justification 'léale']. Une enquête récente (du Guardian et de la BBC) sur 15 mois réalisée par une douzaine de journalistes a même révélé que '*les américains avaient organisé (et financé avec de l'argent public) un vaste réseau de torture en Irak*' (dans plus de dix centres de détention secrets), et bien sûr tout cela aussi a été fait en violation de '*normes internationales*'. Au regard du passé récent (et moins récent), il semble que les USA et la France devraient être encore plus rigoureux dans leur analyse de l'attaque du 21-8-13 et attendre la fin de l'enquête de l'ONU et l'autorisation de l'ONU et du Conseil de Sécurité (comme pour l'intervention au Mali qui avait d'ailleurs un objectif presque opposé à celui ci) ; sinon on pourrait penser aussi qu'ils cherchent à minimiser les fautes passées des USA et de la France et à mettre la responsabilité de toutes les violations des '*normes internationales*' et plus généralement des problèmes du monde que l'on devrait aborder en ce moment sur une personne (M. Al-Assad) et ses alliés comme la Russie et l'Iran.

Un autre aspect de cette affaire qui, il semble, n'avait pas été clairement abordé dans la presse jusqu'à ce que la Russie propose le contrôle des armes chimiques syriennes, est le fait que la Syrie n'aït jamais ratifié le traité sur les armes chimiques, et donc que (même s'il est prouvé que c'est bien le gouvernement qui est responsable) elle ne peut pas être vraiment '*coupable*' d'avoir violé le traité sur les armes chimiques qui s'applique aux pays qui l'ont ratifié, il semble [surtout quand on peut facilement comprendre pourquoi la Syrie, qui a un voisin qui ne respecte pas le traité sur la prolifération des armes nucléaires, n'a pas ratifié ce traité !]. Et le fait que les USA aient le droit de ne pas ratifier le protocole de Kyoto pour polluer sans limite l'atmosphère avec des gazes Co<sub>2</sub> et autres, gazes que l'on sait ont des conséquences très graves pour la planète et pour des milliards de pauvres en particulier [puisque les émissions exagérées de CO<sub>2</sub> (et autres) ont sûrement tué indirectement des millions, sinon des dizaines ou centaines de millions de pauvres depuis plus de 20 ans, et maintenu des milliards d'autres dans des conditions de vie très difficiles], ne devraient pas rendre illégal le fait que la Syrie ait refusé de ratifier un

traité qui, en raison d'un voisin qui ne respecte pas un autre traité international du même genre, n'était pas du tout dans son intérêt et même lui aurait fait prendre des risques démesurés (!). Ces arguments diminuent significativement le bien-fondé du raisonnement qui justifie des frappes militaires **sans une enquête approfondie de l'ONU** (sur les responsabilités) et **sans une résolution du Conseil de Sécurité** et même de l'AGNU autorisant l'intervention, je pense.

Enfin, j'aimerais mentionner qu'en France nous avons aboli la peine de mort, c'est à dire que le pire des criminels ne pourrait pas être condamné à mort, quelque soit l'atrocité de son crime, pourtant si la France ordonne des frappes en Syrie, elle condamne à mort probablement des centaines ou milliers de syriens qui n'ont peut-être absolument rien à voir avec l'attaque du 21-8-13, et cela sans jugement ou même enquête, si l'on ne laisse pas l'ONU déterminer les responsabilités dans l'utilisation de ces armes (!) et si on n'obtient pas une résolution du Conseil de Sécurité pour agir comme on l'a fait pour le Mali, ce qui n'est pas conforme avec nos valeurs et notre idée de la justice, je pense [même si la Cour Pénale Internationale jugeait M. Al-Assad coupable de l'utilisation de ces armes et de la mort des 1400 syriens, il ne serait pas condamné à mort non plus (!)]. C'est aussi injuste de dire que l'ONU rate à tous les coups sur ces sujets (voir le communiqué de la maison blanche '*the world cannot wait for endless failed process*'), la résolution que la France a obtenu pour intervenir au Mali prouve cela. Et si la Russie et la Chine, qui sont des alliés importants pour résoudre nos problèmes internationaux, ont de sérieux doutes sur le bien-fondé de l'intervention, 'on' (en particulier la France et les USA) devrait être encore plus prudent et rigoureux dans notre (leur) analyse. Il semble donc très important d'essayer de trouver une solution politique et diplomatique au conflit syrien, et d'éviter '*une militarisation additionnelle du conflit*' comme l'expliquait le 6-9-13 M. Ban Ki-moon [*'we should explore ways to avoid further militarization of the conflict and revitalize the search for a political settlement instead'*] ; et les discussions sur les objectifs de développement 2015-2030 nous donnent de nouvelles possibilités pour trouver une solution politique en Syrie, nous devons donc commencer ces discussions publiquement et préparer les actions que nous devons préparer pour les atteindre, et les utiliser en urgence pour aider la Syrie.

#### Conclusion.

Ce que '*nous*' (les pays membres de l'ONU) allons faire à partir du 25-9-13 à New York et jusqu'en septembre 2015, et ensuite ce que nous allons décider lors de l'adoption des objectifs et du programme de développement pour 2015-2030 **est absolument capital pour le monde entier – les très médiocres résultats** dans les domaines de la réduction de la pauvreté et de la lutte contre le réchauffement climatique que nous avons obtenus entre 2000 et 2015, ainsi que l'accroissement **dramatique** des inégalités dans la même période et avant, **confirment cela**. Les personnalités de haut niveau ont recommandé que **tous les pays** – y compris les pays riches – établissent des objectifs dans les différents domaines qu'ils ont sélectionnés, même si bien sur certains des objectifs sont déjà nécessairement atteints pour certains pays avancés. Pourtant, il n'y a pas eu (ou presque pas) d'articles de presse en France ou aux USA qui parlent du rapport de l'après 2015 ou des discussions que les parlementaires ou autres politiciens en France et aux USA auraient eu sur ce sujet. Il est donc très important que '*nous*' (les politiciens,) abordions ces sujets (objectifs, actions spécifiques,) **en urgence** et que nous utilisions les discussions sur les objectifs de développement pour encourager le gouvernement syrien et les rebelles (CNS) à faire la paix.

Il est aussi important que le gouvernement Syrien et les rebelles (CNS) proposent des objectifs pour tous les syriens et expliquent les efforts qu'ils vont faire pour les atteindre, et aussi les efforts qu'ils vont faire pour aider la communauté internationale à atteindre ses objectifs globaux. **L'énormité de la tache à laquelle nous nous attaquons entre 2015 et 2030** [éradication de la pauvreté extrême, diminution importante de nos émissions de gazes à effet de serre pour limiter à 2 degrés centigrade l'augmentation de la température...] dans le contexte actuel [environ 1,3 milliards de personnes vivant dans la pauvreté extrême en 2015, '*aggravation des problèmes dans le monde entier due aux changements environnementaux...*', et '*des émissions de dioxyde de carbone supérieurs de 46% par rapport à leur niveau de 1990..*', voir (PJ no 10)] requiert chaque pays, y compris la Syrie, de faire des efforts particuliers, et **nous oblige à associer chaque personne sur la planète à notre effort**, c'est pourquoi il faut absolument discuter publiquement les conclusions des différents rapports dont je parle ici, **préparer des actions spécifiques globales** pour aider chaque pays à réaliser ses objectifs, et demander à chaque pays de penser la résolution de ses problèmes dans le contexte de nos objectifs globaux (le plus possible et quand c'est possible).

Enfin, le passé récent nous a montré que les USA aussi violaient '*les normes internationales*' et faisaient des erreurs graves qui coûtaient la vie d'un grand nombre de personnes [les mensonges devant le Conseil de Sécurité pour justifier une guerre qui a tué plus de 100 000 personnes et les tortures dans les prisons irakiennes en sont des exemples], et pourtant personne n'a '*puni*' les USA, donc même si M. Obama a opposé la guerre en Irak, il faut faire attention de ne pas créer de 'double standard' qui permettrait au pays le plus puissant et ses alliés d'être irresponsables et de pouvoir violer les normes internationales sans punition, et de faire porter la responsabilité de tous nos échecs et du non respect des normes sur quelques pays plus vulnérables. La France et les USA ont un rôle important à jouer pour aider la planète à résoudre ses problèmes, je crois, mais c'est (ou devrait être) principalement **un rôle intellectuel** (et non militaire, même si cela peut arriver en de rares exceptions comme au Mali). L'amélioration des systèmes de justice en France et aux USA (y compris des systèmes d'aide juridictionnelle), la création d'une nouvelle IO pour administrer l'Internet et développer notre système d'information globale, et la recherche d'une alternative au capitalisme de marché sont des projets que la France et les USA devraient '*lancer*' et/ou supporter pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement entre 2015 et 2030, c'est pourquoi j'ai demandé à M. Hollande de demander à l'AGNU le 25-9-13 **de créer un groupe de travail** pour préparer la réalisation de ces projets avant 2015.

Comme je l'ai souligné à nouveau dans ma lettre récente à M. Hollande, j'ai moi-même été victime de graves injustices en France et aux USA [mises en évidence notamment par mon statut de réfugié et l'expulsion des USA avec un ordre d'expulsion rempli de mensonges], donc je sais que la France et le USA **peuvent et doivent faire des progrès significatifs dans ce domaine de la justice** (y compris leurs systèmes d'aide juridictionnelle, [PJ no 3](#)). Et, je me permets ici encore une fois de demander aux gouvernements français et américains d'intervenir **au plus vite** pour qu'une résolution à l'amiable soit trouvée dans les différents contentieux que j'ai avec leurs administrations (voir [PJ no 1](#), [PJ no 3](#), [PJ no 11](#), ce qui s'est passé) et pour que je sois compensé **au plus vite pour le grave préjudice que j'ai subi sur plus de 20 ans**. J'ai apporté de nombreuses preuves évidentes des injustices dont j'ai été victime, je pense [preuves de l'obtention du statut de réfugié aux USA, des mensonges dans l'ordre d'expulsion notamment], et le rapport des personnalités de haut niveau a confirmé que le travail que j'ai fait pour la communauté internationale était sérieux et rigoureux, je crois [l'administration n'a pas répondu à ma dernière demande faite à M. Hollande, à ce jour].

Dans l'espoir que les arguments présentés dans cette lettre vous aideront dans votre réflexion sur le conflit syrien, que vous commencerez immédiatement le débat public sur les objectifs de développement après 2015 et les moyens que l'on doit mettre en œuvre avant 2015 pour les atteindre, et que vous déciderez de créer un groupe de travail pour préparer - entre le 1-10-13 et le 1-9-15 - les actions spécifiques globales dans nos domaines de priorité que j'ai présentées dans le contexte de mes candidatures au poste de UNSG et que je résume ici, pour le bien de tout le monde, je vous prie d'agrérer, Chers Messieurs Hollande, Obama, Ayrault, et Kerry, Chères Mesdames et Chers Messieurs les Députés, Sénateurs et Représentants (français et américains), l'expression de mes sentiments distingués.

Pierre GENEVIER

#### **Pièces jointes :**

- PJ no 1: Lettre adressée à MM. Hollande, Ayrault... le 28-8-13 (11 p.); [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/let-pres-pm-sap-2-28-8-13.pdf>].
- PJ no 2: Lettre adressée à MM. Hollande et Ayrault le 25-4-13 [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/let-pres-pm-1-25-4-13.pdf>].
- PJ no 3: Lettre envoyée à Mme Taubira et M. Sapin le 18-3-13, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/lettaubira-18-3-13.pdf>].
- PJ no 4: Lettre envoyée à l'AG des Nations Unis le 14-1-11, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/letungaBP-Prel-12-11-4.pdf>].
- PJ no 5: Lettre de candidature pour le poste de UNSG du 6-14-06, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf/ungeneralassemb.pdf>].
- PJ no 6 : Lettre adressée à l'UNGA le 29-11-05, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf/uscongress10-20.pdf>].
- PJ no 7 : Lettre adressée à l'UNGA le 4-5-05, [<http://pgenevier.luporz.com/htm/let5-4-05.htm>].
- PJ no 8: Le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur le développement de 2015 à 2030 (64 pages), [[http://pgenevier.luporz.com/npdf2/UN\\_Report-2015-dev-goal.pdf](http://pgenevier.luporz.com/npdf2/UN_Report-2015-dev-goal.pdf)].
- PJ no 9: Le rapport du Sustainable Development Solutions Network sur le développement de 2015 à 2030 (62 pages), [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/SDSN-Action-for-Sustain-Deve-6-6-13.pdf>].
- PJ no 10: Le rapport (annuel 2013) de M. Ban Ki-moon sur les progrès faits dans le domaine des MDGs (24 pages) ; [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/Rapport-ban-kimoon-26-7-13.pdf>].
- PJ no 11: Lettre envoyée à Libération le 25-4-13, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/let-liberation-2-25-4-13.pdf>].